

Dianne Ramage

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Investir dans l'infrastructure verte et dans des projets écologiquement viables d'énergie, de transport, d'agriculture industrielle, de produits pharmaceutiques et de services écosystémiques, ainsi que dans les secteurs traditionnels générateurs de revenus de l'économie canadienne, car c'est là que nous créerons des avantages concurrentiels futurs, que nous développerons l'économie verte, que nous offrirons des perspectives énergétiques abordables et que nous réduirons notre empreinte écologique aussi bien au Canada que dans le monde. Cela aidera le Canada à faire certifier ses produits et ses pratiques par des tiers indépendants, ce qui favorisera nos exportations et nous donnera un avantage concurrentiel sur le marché.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En encourageant les autres pays à améliorer leur niveau de vie et la situation des droits de la personne au niveau individuel, nous ne ferons que réduire légèrement l'avantage que procure à nos concurrents étrangers une surabondance de main-d'œuvre à bon marché. Le Canada ne peut pas surmonter l'avantage qu'assure cette main-d'œuvre peu coûteuse, même s'il importe des travailleurs, mais il peut soutenir la concurrence grâce à la science, aux inventions et à la réduction du coût des pratiques et des produits écologiquement durables dont le monde a besoin. Les pays en développement voudront que le Canada agisse ainsi. Il est critique pour la prospérité à long terme du Canada d'avoir des politiques durables régissant la mise en valeur et l'exportation des matières premières dont les pays en développement ont besoin pour leurs industries manufacturières employant de la main-d'œuvre à bon marché. Nous ne produirons plus de biens manufacturés destinés à l'exportation, mais nous en produirons peut-être pour le marché intérieur et les marchés spécialisés. À un moment donné, les économies qui connaissent la plus forte croissance dans le monde obtiendront leurs matières premières de marchés plus proches et cesseront donc de recourir au Canada. Par exemple, la Russie veut vendre son pétrole et son gaz naturel provenant des eaux arctiques nouvellement libres à la Chine et à l'Inde. Elle pourra le faire, en concurrence directe avec le Canada. Quels avantages avons-nous? Une population instruite, une société postindustrielle, des ressources spécialisées (comme les terres rares) et un urgent besoin économique d'innovation plutôt que de production manufacturière. Il faut éviter de déréglementer notre secteur bancaire, maintenir des taux d'intérêt bas, encourager les consommateurs à réduire leur endettement. Nous devrions disposer de beaucoup de liquidités pour être en mesure d'investir dans des immobilisations durables, qu'il s'agisse de produits ou d'instruments d'investissement. Lorsque les temps sont durs, il faut acheter intelligemment, et lorsque les temps sont bons, il faut savoir économiser. En tant que pays, le Canada devrait le faire aussi.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Réduire le coût des études secondaires et postsecondaires de qualité ainsi que de la formation et de l'acquisition de compétences pour les Canadiens. Accroître les compétences souhaitables pour les Canadiens. Les immigrants qui travaillent chez nous doivent réussir aux examens des associations professionnelles canadiennes et satisfaire aux normes relatives aux compétences et à la certification. Il faut protéger à tout prix le système canadien de soins de santé. Pour une population vieillissante, les soins de santé destinés à maintenir une bonne qualité de vie constituent un bon investissement dans la société humaine et dans le transfert de capacités et de connaissances. Structure familiale. Nous devons également inclure les soins en établissement comme solution privilégiée pour aider les familles dont un membre est malade en phase terminale ou a perdu toute qualité de vie. Prolonger la vie plutôt que mourir. Il faudrait majorer les cotisations des Canadiens au Régime de pensions du Canada et en faire un RÉGIME UNIVERSEL pour tous, avec des prestations suffisantes pour permettre aux gens de vivre confortablement après la retraite sans avoir recours à un REER imposant de faire des placements en bourse et dans des fonds communs. Si l'argent placé dans des REER avait été investi dans le RPC, personne au Canada ne s'inquiéterait de la retraite. Les riches continueraient à profiter de leur richesse, mais les aînés cesseraient de craindre la pauvreté. Les REER ont enrichi beaucoup de banquiers, de maisons de placement et de promoteurs en valeurs mobilières, mais pas beaucoup de Canadiens. La présence de nombreux particuliers à la bourse a rompu le lien entre la valeur réelle d'une entreprise et la valeur de ses actions. Bien souvent, il n'y a plus aucun rapport entre les deux.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Baisser le coût que doivent assumer les Canadiens pour l'acquisition de compétences. Baisser le coût de la formation professionnelle et de l'apprentissage des métiers. L'immigration ne donnera jamais au Canada l'avantage concurrentiel lié au marché du travail que possèdent des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, les Philippines, etc. Le Canada doit développer des compétences spécialisées de haut niveau qu'il peut vendre aux marchés de main-d'œuvre de masse. Nous devons élaborer un régime fiscal qui impose la richesse engendrée par les petites entreprises novatrices ainsi que les particuliers qui en profitent. Pour le moment, il faudrait continuer à imposer l'extraction des ressources et, en même temps, concevoir un régime fiscal qui impose équitablement l'infrastructure verte, les énergies renouvelables et les idées intelligentes favorables à une nouvelle économie durable. Les Canadiens tiennent beaucoup à leurs programmes sociaux. Nous sommes désireux d'aider les autres et n'avons pas d'inconvénient à payer pour cela. Toutefois, la classe moyenne ne peut pas assumer toute la charge. Il faudrait que chacun paie la même proportion de son revenu disponible et des biens qu'il a acquis, et ce, dans l'intérêt commun et pour protéger l'environnement. J'estime aussi que les avantages tirés des ressources naturelles doivent profiter aux personnes et aux sociétés qui ont subi un préjudice par suite de la mise en valeur de ces ressources, en particulier les Premières Nations et les communautés historiques canadiennes.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les Premières Nations doivent affronter de sérieux défis. Elles sont soumises à d'énormes pressions pour qu'elles acceptent les activités de développement sur leur territoire, en contrepartie d'énormes sommes offertes en indemnisation. Toutefois, le développement industriel peut les priver de leurs terres ancestrales et de leur mode de vie sur ces terres. Dans certains cas, les Premières Nations doivent choisir entre une vie misérable sur le territoire qu'elles ont occupé depuis 8 à 10 millénaires et des sommes pouvant les faire vivre à court terme pendant 20 à 50 ans. Le gouvernement fédéral doit penser sérieusement aux moyens, aux ressources et aux principes à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des Premières Nations au cours de ce siècle et du suivant. Il faudrait commencer par un plan de 200 ans. Le gouvernement ET LES PREMIÈRES NATIONS doivent sensibiliser le public à cette idée. Les difficultés qu'ont connues les Attawapiskat cet hiver m'ont beaucoup attristée tandis que je pensais à la dégradation des valeurs qui a permis, dans les collectivités autochtones, d'utiliser les fonds disponibles de la manière qui a donné lieu à ces événements. J'étais vraiment bouleversée par le fait que le gouvernement n'était pas au courant de la situation ou, pis encore, a été complice. Je crains fort que le gouvernement n'agisse de la même façon dans le dossier de l'environnement qu'il a agi dans le cas des Premières Nations en ignorant les préjudices et les effets évitables ou en étant complice.